

Encore une OPA du quai d'Orsay sur la Direction du Trésor, ça suffit !

Bis repetita placent : « les choses répétées » plaisent aux ministres des Affaires étrangères notamment lorsqu'il s'agit de faire rejaillir le projet de rattacher au MEAE toutes les compétences administratives en matière de commerce international et de développement à la fois en administration centrale et dans le réseau international de l'Etat à l'étranger.

Les ministres changent mais les ambitions restent !

Tout comme en 2014 sous M. FABIUS, c'est désormais avec M. LE DRIAN que le réseau de la Direction Générale du Trésor de Bercy est sous le feu d'une OPA hostile du ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères.

Cette attaque est désormais élargie à une partie de l'administration centrale du Trésor.

Pour ressortir cet ancien projet, le ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE) avance sous couvert du programme de modernisation « **Action Publique 2022** ».

Il en **fait le fer de lance de ses propositions**, oubliant du coup de s'interroger réellement sur les réformes structurelles que de la RGPP à la MAP et désormais AP 2022 il ne formule jamais...

... **Sauf que, depuis 1979**, les services économiques à l'étranger sont déjà sous l'autorité des ambassadeurs et que le meccano administratif proposé ne vise guère plus qu'à **une captation du budget et des emplois** pour pouvoir placer dans le réseau ses propres agents en surnombre.

Rappelons que de réforme en réforme la Direction Générale du Trésor a déjà supprimé 26% de ses emplois en 9 ans contre 12% s'agissant du MEAE.

Ce redécoupage se traduirait par le transfert au quai d'Orsay des deux tiers des 1400 agents du Trésor mais également des agents des finances publiques et des douanes exerçant à l'étranger.

Cette OPA hostile intervient alors même que le climat de tension qui avait lourdement affecté la relation entre Bercy et le Quai d'Orsay en 2014 s'était apaisé et qu'un modus operandi avait permis de retrouver une efficacité de fonctionnement satisfaisante à défaut d'être optimale.

FO Finances estime qu'il est essentiel, dans un souci d'efficacité de notre action extérieure, que chaque ministère ait la capacité d'intégrer la dimension internationale aux politiques publiques de son ressort et la faculté d'en défendre pleinement les positions face à des interlocuteurs étrangers à l'expertise de plus en plus pointue.

C'est en particulier le cas s'agissant des sujets économiques et financiers (G7 Finances et G20 Finances, questions douanières, politique industrielle, soutien des entreprises à l'export, politiques commerciales, relations économiques bilatérales, fiscalité, régulation financière internationale, APD). Le réseau de l'Etat à l'étranger doit être conçu comme le prolongement hors de nos frontières des administrations centrales et refléter les priorités de la politique gouvernementale.

La position de **FO Finances** et du SPRIM-FO, seul syndicat représentatif dans les instances du personnel de la DG Trésor, est sans appel et reflète les exigences en matière de compétences et les demandes de stabilité professionnelle exprimées par les agents concernés, tous hostiles à la perspective de voir leurs responsabilités et leur cadre professionnel absorbés par le MEAE.

Il n'est pas question de laisser démanteler, pour des enjeux de pouvoirs strictement corporatistes, un outil de travail et une organisation qui fonctionnent depuis longtemps au bénéfice de tous.

Paris, le 21 Février 2018